

Le Patriote Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

IMMIGRATION

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

COLONISATION

BUREAU

Le PATRIOTE paraît provisoirement trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. Il est placé sous la direction de M. ARSENE ISABELLE, négociant, rédacteur en chef. On souscrit au bureau du journal.

Rue de los Camaras, N° 148.

Les lettres et avis doivent être adressés, comme par le passé à M. J.H. REYNAUD, propriétaire gérant.

PRIX
DE L'ABONNEMENT
2 PATACONS par mois.

ÉPHÉMERIDES

DU SIÈGE DE MONTEVIDEO

ANNEE 1843.

— Mai. —

(Suite.)

13. — La commission de santé de l'hôpital français organise définitivement l'ambulance de la Légion. MM. Naquet, Bruland et Dutilh, chirurgiens, sont destinés à marcher dans les rangs des volontaires; ils doivent s'occuper des premiers pansements, sous leur direction; les blessés seront transportés sur les charrettes mal assises et immédiatement dirigés sur l'hôpital français, où ils seront reçus par les médecins de service.

MM. Deleyderrier ainé et Baurin, économies sont autorisés à recevoir les offrandes des personnes qui sympathisent avec la cause ou avec le courage malheureux, sans distinction d'opinion politique. Les noms et les offrandes de ces personnes généreuses seront inscrits avec l'exacitude la plus scrupuleuse.

L'hôpital français est installé dans la maison neuve de Don Juan Maria Perez, façade de l'est, à côté du Marché principal.

Id. — Le colonel Garibaldi adresse à la Légion Italienne une proclamation dans laquelle nous notons particulièrement les garophes suivants :

« Courageux et intrépides italiens, ne regardez pas à votre petit nombre lorsqu'il s'agit de combattre à côté des français, vos frères d'armes; en tout temps ils furent la terreur de leurs ennemis, vos bayonnettes réunies aux leurs, acheveront l'extermination de cet horde d'assassins qui nous menace, et vous aurez vengé ainsi tant de sang italien versé sans cause sur les rives de la Plata.

« Ce devoir accompli, nous pourrons enfin nous établir dans cette belle Amérique avec la certitude d'y être protégés et encouragés dans nos entreprises. Car il est douloureux de le dire, sujets de gouvernemens assez puissants, comme on le sait, pour étendre leur protection jusqu'au bout de la terre, leurs représentans dans ces fertiles et belles contrées ont ils jamais adressé les moindres rémontrances à l'occasion des barbares traitements dont un si grand nombre de leurs concitoyens ont été les victimes ?

« Italiens ! voici l'occasion de venger ces sanglants outrages et d'acquérir de l'honneur et de la gloire. Vous jouirez ensuite en paix et en sécurité de la récompense réservée à vos fatigues. »

16. — On apprend que l'ennemi, en s'emparant de Minas, a égorgé un grand nombre d'étrangers, hommes, femmes et enfants.

17. — Le commodore Purvis et l'admiral Massieu de Clerval envoient chacun un officier au Cerrito, campement d'Orive, pour demander des explications sur les égorgemens de Minas. — Orive refuse de recevoir ces deux officiers dont l'un était M. Clos, lieutenant de vaisseau.

Id. — On apprend à Montevideo que le commandant ennemi, de la Colonia a forcé le peu d'étrangers qui s'y trouvaient encore, à prendre les armes, en menaçant de mort ceux qui s'y refusaient.

21. — Une inspection d'armes est passée par le colonel des Volontaires Français : 2,500 hommes sont présents sur la place de la Matriz, et 300 sont de piquet. Presque tous portent l'uniforme; les armes sont nettes et brillantes.

22. — M. le ministre de la guerre passe en revue trois bataillons de la même Légion, et témoigne sa satisfaction de leur excellente tenue et de la précision des manœuvres.

25. — Le grand jour de l'Amérique du Sud, le jour anniversaire du premier cri de Liberté lancé à Buenos Ayres, en 1810, est célébré avec pompe et enthousiasme par les défenseurs de Montevideo.

(Continuera.)

AGENDA.
CONTENANT UN MILLIER DE FAITS CONCERNANT L'HISTOIRE,
LA GEOGRAPHIE, LA POLITIQUE, LE COMMERCE,
LES ARTS, LES SCIENCES, LA LEGISLATION
ET LES MŒURS DES REPUBLIQUES

DE LA PLATA.

(Suite.)

4° Quelle ne sera jamais le patrimoine d'AUCUNE PERSONNE, ni d'aucune famille (1).

5° Que la souveraineté dans toute sa plénitude existe radicalement dans la NATION, à laquelle appartient le droit exclusif d'établir ses lois.

6° Que l'esclavage est aboli et que ce trafic infâme est entièrement prohibé sur le territoire de la République.

7° Enfin, que la liberté individuelle, la liberté de conscience et la liberté du commerce ne sont point de pures fictions, ni un leurre mensonger dans cette jeune et intelligente République.

Cette Constitution, à notre avis une des meilleures et des plus libérales de l'Amérique du Sud, a été approuvée par acte diplomatique en date du 26 mai 1830, rédigé par les commissaires des deux hauts pouvoirs signataires de la convention préliminaire de paix, réunis pour cet objectif dans la ville de Rio Janeiro, capitale du Brésil.

L'indépendance orientale a été également garantie par l'Angleterre et la France. Cette garantie dérive pour la première puissance, de la médiation qui a produit la convention de paix du 27 août 1828, et pour la seconde, du traité du 29 octobre 1840.

Des traités de commerce et d'amitié ont été conclus, en outre, par M. Suarez, président actuel de la République, avec l'Angleterre et la Sardaigne.

Dès l'année 1836, M. Raymond Baradère, consul de France, avait négocié et signé avec le gouvernement oriental, une convention de commerce qui n'a pu être ratifiée (grâce à l'influence d'un agent diplomatique *ad hoc* du dictateur argentin), qu'en 1839, sous la seconde administration du général Rivera. Cette convention, qui ne tardera pas à expirer, assurait à la France le traitement de la nation la plus favorisée.

Nous n'entreprendrons point une longue description physique et politique de la Bande Orientale, assez bien connue d'ailleurs, par d'autres écrits, pour que nous ayons rien de nouveau à apprendre à nos lecteurs, même en Europe. Néanmoins, il nous paraît utile de donner ici une idée sommaire de sa division politique, pour l'intelligence de ce qui va suivre (2).

La Constitution de l'Etat avait divisé le territoire oriental en neuf départemens, qui prenaient le nom de la ville ou du bourg qui en formaient le chef-lieu, savoir : Montevideo—Guadalupe ou Canelones—San Jose—Colonia—Soriano—Paysandú—Cerro Largo—Maldonado—Durazno;—mais par une loi en date du 14 juin 1837, celui de Paysandú a été subdivisé en trois départemens, qui sont : Paysandú—Salto—et Tacuarembó; et Maldonado en deux, qui sont : Maldonado et Minas.

Il y a donc maintenant douze départemens au lieu de neuf.

Chaque département est gouverné par un chef politique (Jeje Politico) qui doit résider dans le chef-lieu; il a sous ses ordres des lieutenants qui le représentent dans les autres villes ou bourgades de sa juridiction.

Des juntas économiques (Juntas Económico Administrativas), élues par les citoyens, et dont le nombre des membres qui les composent ne doit pas être moindre de cinq ni excéder celui de neuf, sont spécialement chargées de l'administration des départemens. Il y en a une dans chaque chef-lieu; elles se réunissent deux fois l'an; leurs membres sont élus pour trois ans et leurs fonctions entièrement gratuites.

(1) Articles 2 et 3 de la Constitution.

(2) Nous puisons ces renseignemens dans un bon petit livre élémentaire que M. Juan Manuel de la Sota a publié dernièrement sous le titre de *Catecismo Geográfico Político e Histórico de la República Oriental del Uruguay*.

Nous félicitons sincèrement M. de la Sota de l'heureuse idée qu'il a eue de mettre ainsi à la portée de toutes les intelligences, sous une forme simple et concise, des connaissances historiques et topographiques qu'il importe aux habitans de ce pays de ne pas ignorer, et que cependant il leur eut été assez difficile d'acquérir sans le secours de ce *Catecisme*.

(Continuera.)

NOTES COMMERCIALES

SUR MONTEVIDEO.

(Suite.)

Nous ferons seulement remarquer aux ingénieux libélistes de ces carrés de papier rédigés à *tant la ligne*, que ces prétendus usuriers, ces aventuriers, ces spéculateurs, ces proscrits et ces aventuriers sont précisément les mêmes hommes qui avaient élevé Montevideo au degré de prospérité que nous lui avons vu en 1842, et qui faisaient faire à la France un commerce d'échange de quarante millions de francs par an.

Ce sont ces mêmes hommes qui auraient bientôt donné à notre commerce un développement gigantesque dans cette partie de l'Amérique;— qui auraient porté l'industrie, les arts et le génie civilisateur de la France jusqu'aux frontières de Matogrosso et de la Bolivie, si le gouvernement de Louis Philippe avait su comprendre toute l'importance de la question de la Plata.

Ce sont ces mêmes hommes, enfin, qui ont pris part au grand mouvement commercial imprégné par la politique généreuse et habile de MM. Ouseley et Desvaux, qui ont secondé de tous leurs moyens l'action digne, énergique, de ces plénipotentiaires de la France et de l'Angleterre; qui répondant avec empressement à l'appel de ces ministres, ont mis, sans hésiter, leur fortune, leur influence et leur vie au service de la noble cause qu'on semblait décidée à faire triompher.

Et ce sont ces hommes courageux, intelligents, ces dignes enfants de la grande et généreuse nation, qu'on a osé insulter après les avoir ruinés.... Et au profit de qui, grand Dieu !—au profit de Rosas !

Ce n'est pas seulement de la basseesse et de la méchanceté, c'est de la trahison et de la lâcheté.

Si encore les libelles diffamatoires et odieux des Emile de Girardin et consorts n'avaient d'écho que dans le cercle de leurs abonnés, nous les passerions sous silence; mais n'avons nous pas vu le système du Brésil parisien, applaudir d'abord, *in petto*, parmi ceux là même qui avaient pour mission de sauvegarder les intérêts français dans la Plata, montrer ensuite timidement le bout de l'oreille, puis croire et grandir à vue d'œil, à mesure que le vent du pouvoir apportait des chances plus ou moins favorables à la réussite de certains projets, de certaines amitiés coupables, et.... pauvre nature humaine ! à la satisfaction d'un essaim de petites ambitions personnelles.

Il bien, donc, c'est un fait avéré que la population française, après avoir été ruinée par la mauvaise politique de l'ente cordiale, est aujourd'hui calomniée et insultée gratuitement. Il ne manquerait plus, pour couronner l'œuvre, que de la livrer à ses implacables ennemis.

Mais ce n'est pas tout que d'avoir ruiné sciemment notre population, par une série d'actes contradictoires et compromettants (depuis la note du 16 décembre 1842 jusqu'aux traités Le Prédour), il faut voir la position qui serait faite au commerce de la France dans la Plata, si le système de Rosas avait le dessus.

D'abord, il faut s'attendre à une banqueroute générale—et du commerce et du gouvernement.—A l'exception de cinq ou six négociants français qui ont les reins assez fort pour résister au cataclysme financier qui fondrait sur nous, le reste serait matériellement hors d'état de remplir des engagements contractés avant et pendant le siège de Montevideo; tant envers les armateurs, qu'envers les fabricans ou les commissionnaires de France.

Nous ne croyons pas exagérer en disant qu'il est dû aux expéditeurs et aux capitalistes de France, depuis l'invasion de ce pays par les troupes de Rosas, jusqu'à ce jour, au moins vingt millions de francs qui seront totalement perdus. Il ne faut pas se faire illusion sur ce point.

Quant au gouvernement oriental, dont la dette est considérable, et dont les obligations, en grande partie contractées avec la garantie diplomatique ou sous les auspices des plénipotentiaires de France et d'Angleterre, se trouvent nécessairement entre les mains de tout le monde, principalement des négociants anglais et français, qui ont eu foi dans les intimations faites au nom de leur pays, par des hommes aussi respectables à tous égards.

(Continuera.)

Avis.

L'imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS est actuellement, rue de las Camaras, N° 148 au premier.

MONTEVIDEO.

31 JUILLET 1850.

SOUSCRIPTION

EN FAVEUR DE M. J. LE LONG

Délégué de la Population Française de la Plata.

Nous applaudissons avec empressement à la détermination que vient de prendre M. le colonel Thiebaut, d'ouvrir une souscription en faveur de l'honorable M. Le Long.

Rien ne nous paraît plus juste que de venir en aide à un homme de cœur qui a tout sacrifié pour nous, pour notre belle et sainte cause, et qui se voit aujourd'hui exposé à ne pouvoir achever l'œuvre de dévouement et de patriotism à laquelle il s'est voué corps et âme, sauf des ressources nécessaires pour la conduire à bonne fin.

Il ne s'agit pas ici de payer à M. Le Long le prix de ses services, ni même de lui offrir une simple indemnité, ce qu'il faut, ce qui est urgent, c'est de le mettre en état de continuer sa glorieuse mission, de pouvoir rester fermé à son poste jusqu'à la résolution définitive de l'Assemblée Législative, seul juge souverain de la question de la Plata.

Or, nous savons qu'à Paris comme partout, on ne peut rien faire sans argent. C'est le nerf de la guerre, comme celui de la diplomatie et de la presse. Rosas l'a parfaitement compris dès le principe, et c'est pour cela que ses agents, bien pourvus d'onces et de patacons, nous ont fait tant de mal jusqu'à la mort de Sarratea.

Envoyons donc aussi les fonds nécessaires à notre respectable délégué, pour qu'il ne soit dans la dépendance de personne.

Pour qu'il conserve un rang honorable dans le monde politique.

Pour qu'il soit à la hauteur de son mandat, qui lui a été confirmé dernièrement par les chefs des légions et par la Commission des résidents français.

On ne manquera pas de dire que le moment est mal choisi, que notre population est épuisée, qu'elle est à bout de sacrifices.

La misère est grande, sans aucun doute, et personne n'en souffre plus que nous. Cependant il faut considérer deux choses: la première, c'est qu'il se gaspille encore tous les jours beaucoup d'argent qui pourrait être employé très utilement pour la défense commune; la seconde, c'est que nous ne triompherons de l'obstination de nos ennemis qu'à force d'énergie et de sacrifices. Ayons jusqu'au bout le courage de notre position, n'épargnons rien pour prouver aux assiégeants qu'ils se trompent grandement lors qu'ils croient nous forcer à capituler de guerre lasse.

C'est en France que la question doit se décider; il n'y a pas à se faire la moindre illusion à cet égard; par conséquent, hâtons nous de mettre notre délégué en état de lutter avantageusement contre nos adversaires politiques, en France, et contre nos implacables ennemis de la Plata.

Souscrivons tous sans exceptions, selon nos facultés, sans ostentation ni parcimonie: montrons en cela la même union, le même enthousiasme, la même unanimité qu'en avril 1843 et qu'en mai 1848: c'est le meilleur démenti que nous puissions donner à ceux qui nous représentent comme une population divisée d'opinion et dont les membres les plus compromis ne songent plus, déjà, qu'à un sauve qui peut général!

Nous pensons qu'il serait convenable d'ouvrir plusieurs listes de souscription, et de les déposer dans différents quartiers de l'ancienne et de la nouvelle ville. En attendant le Patriote Français, (ce vétéran du siège de Montevideo) croirait manquer à son origine et à ses principes s'il ne s'associait pas de tout cœur à la détermination prise par M. le colonel Thiebaut: il donnera dès aujourd'hui l'exemple aux français plus ou moins neutres, en annonçant qu'on peut venir déposer son offrande dans notre bureau, rue de Zavala, N° 160, tous les jours, depuis 10 heures du matin jusqu'à 5 heures du soir, et jusqu'au 20 du courant. Les noms et les offrandes des personnes seront inscrits, pour être publiés dans le Patriote, et le montant de cette souscription sera versé entre les mains du président de la Commission des Résidents Français. Les offrandes les plus minimales seront reçues avec autant d'empressement que les grosses sommes. Les petits ruisseaux font les grandes rivières.... témoignage du budget d'un milliard, fruit des contributions directes et indirectes de 30 millions de PROLETAIRES.

Lundi matin, 8 juillet.
Monsieur A. ISABELLE, Rédacteur du Patriote Français.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous remettre la copie de l'ordre du jour donné à la Légion, en faveur d'une souscription pour notre zèle et infatigable défenseur M. JOHN LE LONG, qui dans son admirable dévouement n'a pas hésité à sacrifier sa fortune et le bien être de sa famille pour la défense de notre cause.

Veuillez avoir la bonté de lui donner accès dans les colonnes de votre patriote journal, afin que ceux de nos compatriotes qui voudraient se joindre à nous sachent où déposer leur offrande, où s'unir avec eux pour, de leur côté, s'associer à une œuvre de reconnaissance que je considère comme un devoir pour tous les coeurs généreux.

Agréez mes sincères salutations et croyez-moi votre très humble et dévoué compatriote.

THIEBAUT.

2me LEGION DE GARDE NATIONALE.

ORDRE DU JOUR.

25 juin 1850.

LEGIONNAIRES.

Les dernières lettres que j'ai reçues de notre ami et infatigable défenseur M. JOHN LE LONG m'annoncent la perte totale de sa fortune, et M. le Général Pacheco m'a confirmé hier cette triste nouvelle.

Une souscription est ouverte à l'Etat Major pour venir en aide à notre honorable compatriote, qui n'a reculé devant aucun sacrifice pour défendre notre cause.

La pécule du pauvre, fait autant d'honneur à celui qui la donne, qu'à celui qui la reçoit. Je premier prouve qu'il n'est pas ingrat, le second acquiert la certitude de la sympathie de ses concitoyens.

A nous prolétaires, à nous enfants du peuple, à nous amis de la France, à donner un démenti à nos détracteurs et à leur prouver que la reconnaissance est dans nos coeurs et que nous savons apprécier les services rendus, et à rendre peut-être encore.

Pendant huit jours le Bureau de l'Etat Major restera ouvert depuis 8 heures du matin jusqu'à 5 heures du soir pour recevoir l'offrande des légionnaires, quelque minime qu'elle soit.

Le Commandant du service est chargé de l'exécution de cette dernière disposition.

M. Ebert Capitaine Trésorier, est chargé de recevoir le montant des souscriptions.

THIEBAUT.

UN DESAPPOINTEMENT.

Le vapeur américain W. J. Pease devait partir aujourd'hui de Buenos Ayres pour revenir ici, sans avoir obtenu, dit on, la permission d'embarquer des passagers.

Ce vapeur marchand, destiné d'abord pour la Californie, devait être employé pendant quelque temps à faire le service entre Montevideo et Buenos Ayres, en concurrence avec le paquebot sarde la Fama, navire à voile, qui jusqu'à présent a seul obtenu le privilège du transport des passagers à l'aller comme au retour. Mais il paraît que Rosas n'a pas plus d'égards pour les nord-américains (lui, le grand protecteur de l'Amérique!) que pour les nations maritimes de l'Europe qui fréquentent la Plata. Il veut bien permettre que la population de Montevideo émigre toute entière à Buenos Ayres; mais il ne veut pas qu'elle ait la facilité d'y revenir quand bon lui conviendra et aussi commodément qu'elle le désirera.

UN FAIT INCROYABLE.

Personne peut être n'a cru, dit le *Comercio del Plata*, que lorsque l'Archimède partit ici pour Buenos Ayres, emmenant M. Le Prédour, que celui-ci ne serait pas de retour après 92 jours d'absence de sa station. Mais si quelqu'un a pu, par hasard, deviner cela, nous ne croyons pas que personne ait jamais imaginé que les troupes de l'expédition continueraient JUSQU'AU 11 JUILLET à rester à bord des bateaux qui les ont amenées de France. C'est cependant ce qui a eu lieu: et il y a aujourd'hui TROIS MOIS que M. Le Prédour est à Buenos Ayres. Après avoir annoncé tant de fois son retour, on recommence à dire qu'il quitterait enfin cette ville du 10 au 12 pour se rendre au Buceo (port d'Oribe) et de là passer au Cerrito (campement du président legal), afin d'y régler les points qui concernent ce personnage. Après quoi il faudra encore une fois retourner à Buenos Ayres.

Le soleil de l'indépendance argentine ne paraissant pas assez splendide, au dictateur, pour célébrer avec l'enthousiasme fédéral d'habitude, le grand jour anniver-

saire du 9, la fête a été renvoyée au 21; dans la prévision, sans doute, du retour de notre amiral au sein de la Fédération, dont le président Oribe, n'est que le très-humble vassal.

EUROPE.

PORUGAL.

On lit dans la correspondance de Lisbonne, de l'*Heral*: "C'était jeudi dernier l'anniversaire de la Reine, il y a eu réception au palais des Necessidades. Le soir, il y a eu grand dîner auquel n'avait pas été invité le Duc de Saldanha, qui a combattu pour placer dona Maria sur le trône, mais auquel assistait José Cabral, qui en 1848, comme prince-magistrat de Nellas, avait proclamé en cette ville don Miguel, roi de Portugal.

"La loi restrictive de la liberté de la presse est venue hier devant la chambre des pairs, renvoyée pour l'examen à une commission spéciale. Le gouvernement voulait qu'elle fut renvoyée à une commission permanente de l'égislation, mais cette proposition fut repoussée par une grande majorité (24 voix contre 14). Ce résultat montre suffisamment que la mesure elle-même ne sera pas adoptée par cette chambre, à moins que l'on n'ait recours à une création de nouveaux pairs."

(*La Semaine*.)

FRANCE.

Dimanche, M. l'archevêque de Nice, nonce apostolique, a donné un grand dîner auquel assistaient les ambassadeurs et ministres d'Autriche, d'Espagne, de Naples, de Portugal, le président de l'Assemblée nationale, les ministres des affaires étrangères, de la guerre et des colonies, les généraux O'Donot de Reggio et Changarnier; MM. Molé, Thiers, Bérrier, de Montalembert, de Corcelle, Gustave de Beaumont, de la Rozière, représentants; M. l'évêque de Langers, M. le président Lasagni, etc.

Au dessert, M. le nonce s'est levé, et dans une allocution vivement sentie, a dit qu'il voulait, au nom de SS. remercier la France et les autres puissances qui avaient concouru au rétablissement du Saint-Siège, ajoutant qu'il espérait qu'un si heureux résultat ne serait pas sans influence sur la paix du monde entier.

M. Dupin, ayant pris la parole, a répondu en ces termes.

"La France a marché à la délivrance de Rome et au rétablissement de l'autorité du saint-siège comme à l'accomplissement d'un devoir. Les votes de nos Assemblées nationales (Constituante et Législative) ont accompagné toutes les phases de cette expédition, et elle recevra bien lô, je l'espère, une éclatante et dernière sanction. Nous sommes heureux d'avoir vu les autres puissances de la catholicité concourir à cette œuvre sainte, et, dans cette gloire commune, nous réclamons d'autre part que celle qui appartient naturellement à la France, en vertu de son titre incontesté de fille ainée de l'église."

MARINE.

ENTREE DU 9 JUILLET.

Santa Cathalina, le 29 juin, polacre italienne Concepcion, de 148 tnx. cap. Sciacaluga, à Gianello, avec 1148 alquières mais 258 id. farine de manioc, 28600 bûches 25000 oranges 25 régimes bananes 30 sacs pommes de terre 8300 œufs 14 douzaines planches 36 idem.

DU 10.

Rio Grande, le 4 du courant, goélette française Parana, de 71 tnx. cap. Lamorvanais, à Delisle, avec 71 têtes bœuf. Idem, le 4 du courant, sumaque sarde Luisa, de 101 tnx. cap. Ausaldo, à J. Cruzet, avec 60 têtes bœuf 15000 oranges 20 sacs mais.

Santos, le 29 juin brick belge Boussole, de 128 tnx. cap. Rivert, avec 90000 bûches, 6 ordre.

Rio Grande, le 6 du courant, brick sarde Soganda Benedicta Marie, cap. Gatuzzo,

Gratis.

3^o Une belle pendule représentant l'Archevêque de Paris mort sur les barricades.

2^o Une pendule, Jeanne d'Arc au siège d'Orléans.

3^o Dito dito le soldat laboureur.

4^o Dito dito Renaissance.

5^o Une belle lampe moderator.

Un de ces cinq articles sera donné au choix à tout souscripteur

A un exemplaire de la Révolution de 1848, par Leonard Gallois, l'ouvrage se composera de 4 beaux volumes ou 36 livraisons, ornées chacune d'un superbe portrait en pied grave sur acier.

ON SOUSCRIT :

Chez Edouard Maricot, rue du 25 Mai n° 169.

MM. les Souscripteurs sont prévenus que les vingt premières livraisons sont arrivées et que les échantillons de prime se trouvent à l'adresse ci-dessus, où ils pourront venir faire un choix.

Montevideo, le 17 avril 1850.

E. MARICOT.

Chambres Garnies

A LOUER.

À jour et au mois. S'adresser à M. Auguste, ancien cuisinier de l'hôpital, rue de Ituzaingo, n° 142.

Il prévient aussi qu'il a un dépôt de meubles à vendre.

Choucroute

Première qualité à 4 vintins la livre chez Mr Bonhomme, à l'enseigne du 'Trocadero', sur la place au commencement de la rue des 33 près du mole.

Guill. ^{me} Darrouzain

Medecin français, membre de l'Institut Homéopathique de Paris, un des plus anciens homéopathes du Brésil où il a propagé cette doctrine dans plusieurs provinces de cet empire depuis 1842, bien connu à Montevideo par les cures qu'il a opérées depuis 1846, donne des consultations tous les jours de 7 heures du matin jusqu'à 10, et de 1 à 3 heures de l'après midi; rue de Buenos Ayres, n° 182 au premier. Il traite, spécialement, les personnes atteintes de syphilis, rhumatisme, maux d'yeux, etc. etc.

AVIS.

Le soussigne à l'honneur de prévenir la classe ouvrière qu'à dater du 1^{er} Juin prochain il ouvrira depuis 6 heures du soir jusqu'à 8 un cours de français, d'arithmétique, et de dessin linéaire.

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, auront lieu d'être satisfaites, des soins assidus qui leur seront prodigues, et surtout de la modicité du prix, eu égard aux circonstances fâcheuses où l'on se trouve. S'adresser rue du 25 de Mai n° 394.

PUYFOURCAT.

LA VIT

BOTTIER FRANCAIS.

A l'honneur de prévenir le public qu'il vient de s'établir nouvellement à Montevideo.

Il fait tout genre de chaussure à la mode et pour se faire connaître sera les bottes de huit piastres à 5 1/2 au comptant. Ceux qui honoreront de leur confiance auront lieu d'être satisfait. — Rue du Rincon, n° 87, en face de la confiserie.

M. Delauney, pro-

fesseur de danse, a l'honneur d'annoncer au public qu'il vient d'établir un cours de huit à dix heures du soir et un autre de dix heures à minuit, dans lesquels il apprendra tout genre de danse; de plus il se promet en six leçons particulières de mettre au courant pour n'importe quelle danse que ce soit; la salle des cours vient d'être restaurée et bien décorée. Il offre également de donner des leçons dans les pensionnats et maisons particulières. Les personnes qui voudront l'honorer de leur confiance, pourront s'adresser Café de Paris, pour convenir de l'heure et des prix qui seront on ne peut plus modiques.

CHANGEMENT DE DOMICILE

Cochet,

Fabricant de billards, de Paris.

Récemment arrive de France, il a l'honneur de prévenir le public qu'il a rapporté un assortiment complet de billards et tous les accessoires qui en dépendent, tels que billes, procédés, marques, bleu, &c. &c. Il tient également un assortiment de bandes élastiques, métalliques, caoutchouc, lisières et autres de nouvelle invention. Il se charge de la réparation et de la confection des billards, on trouvera chez lui tout ce qu'il ya de plus moderne en ce genre.

Rue de Soriano, au coin de la rue de la ciudadela, la deuxième rue à droite en sortant du marché principal, près les arcades de la darsive.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue de las Camaras, n° 148.

UNE NOUVELLE TROIE.

14 PATRIOTE FRANÇAIS.

Le reste, Lavalleja avait d'avance noué des intelligences avec un propriétaire du pays, qui devait, à peine débarqué, lui tenir des chevaux prêts. Aussi à peine eut-il pris terre qu'il envoya un message à cet homme mais celui-ci fit répondre que tout était découvert, que les chevaux avaient été enlevés, et que, s'il avait un conseil à donner à Lavalleja et à ses compagnons, c'était de se rembarquer et de regagner au plus tôt Buenos Ayres.

Mais Lavalleja répondit qu'il était parti dans l'intention d'aller en avant, et non de retourner en arrière. En conséquence, il donna l'ordre aux rameurs de regagner sans lui Buenos Ayres, et le 19 avril, il reprit possession, lui et ses trente hommes, au nom de la liberté, du territoire de Montevideo.

Le lendemain, la petite troupe, qui avait fait une razzia de chevaux, razzia à laquelle au reste la plupart des propriétaires avait prêté leurs concours le lendemain, la petite troupe, déjà en marche sur la capitale, fut rencontrée par un détachement de deux cents cavaliers. Parmi ces deux cents cavaliers, quarante étaient Brésiliens et cent soixante Orientaux.

Cette troupe était commandée par un ancien frère d'armes de Lavalleja, le colonel Julien Laguna. Lavalleja pouvait éviter le combat; mais tout au contraire il marcha droit aux deux cents cavaliers; seulement, avant qu'en venir aux mains, Lavalleja demanda une entrevue à Laguna.

— Que voulez-vous, et que venez-vous faire dans le pays? demanda Laguna. — Je viens délivrer Montevideo de la domination étrangère, répondit Lavalleja. Si vous êtes pour moi, venez avec moi. Si vous êtes contre moi, rendez moi vos armes, où préparez-vous à combattre.

— Je ne sais pas ce que veut dire ce mot rendre ses armes, répondit Laguna, et j'espère que personne ne me l'apprendra jamais.

— Alors, allez vous mettre à la tête de vos hommes, et voyons pour quelle cause Dieu sera.

— J'y vais, répondit Laguna; et il partit au galop pour rejoindre ses soldats.

Mais au même moment Lavalleja déploya le drapeau aux couleurs nationales, bleu, blanc et rouge comme le nôtre, aussitôt les cent soixante Orientaux passèrent de son côté.

Les Brésiliens furent faits prisonniers.

La marche de Lavalleja sur Montevideo devait dès lors une marche triomphale, dont le résultat fut que la République Orientale, proclamée

par la volonté et l'enthousiasme de tout un peuple, prit rang parmi les nations.

Pendant ce temps, grandissait un nom qui devait un jour être la terreur de la fédération argentine.

Peu de temps après la révolution de 1810, un jeune homme de quinze à seize ans sortait de Buenos Ayres, abandonnant la ville et gagnant la campagne; il avait le visage troublé et le pas rapide. Ce jeune homme s'appelait Juan Manuel Rosas.

Pourquoi lui, presque enfant encore, abandonnait-il la maison paternelle? Pourquoi, homme de la ville, allait-il demander un asile à la campagne? C'est que lui, qui devait de jour souffrir sa patrie, venait de souffrir sa mère, et que la malédiction paternelle le poussait loin de la maison qui l'avait vu naître.

Cet événement, sans importance d'ailleurs, se perdit bien tôt dans le bruit des événements plus sérieux qui s'accomplissaient, et tandis que tous les anciens compagnons du fugitif se réunissaient sous l'étendard de l'indépendance pour combattre la domination espagnole, lui se perdait dans les pampas, se donnait à la vie du Gaucho, adoptait son costume et ses mœurs, devenait un des meilleurs cavaliers et un des hommes les plus habiles de ces immenses plaines dans le maniement du lasso et de la bala, de sorte qu'en le voyant si adroit à ces exercices sauvage, celui qui ne l'eût pas connu, l'eût pris non plus pour un homme de la ville, mais pour un homme de la campagne; non pour un *pueblero* fugitif, mais pour un véritable Gaucho.

Rosas entra d'abord comme *peón* dans une estancia; puis il devint *capataz*, puis *mayordomo*. Dans cette dernière qualité, il régissait les propriétés de la puissante famille Anchorena: c'est de là que commence à dater sa fortune, comme propriétaire.

Comme notre intention est de faire connaître Rosas sous tous ses aspects, disons, au milieu des événements qui s'accomplissent, quelle était la situation de son esprit.

Rosas s'était trouvé à Buenos Ayres pendant les prodiges enfantés par la révolution contre l'Espagne. Alors celui qui avait le courage cherchait la célébrité sur les champs de bataille; celui qui avait le talent et l'instruction la cherchait dans les conseils. Rosas était ambitieux de célébrité; mais à quelle célébrité pouvait-il atteindre, quelle renommée pouvait-il acquérir, lui qui n'avait ni la bravoure du champ de bataille, ni les lumières du conseil? A chaque instant, il entendait résonner quelque glorieux nom à ses oreilles: c'étaient, comme ministres, les noms de Rivadavia, de Pasos, d'Aguero; c'étaient, comme guerriers, les noms de San Martín, de Belgrano, de Rodriguez et de Las Heras. Et tous ces noms, dont le bruit venait de la ville